Sur ces entrefaites, le gouvernement français demandait au Saint-Siège qu'on ne donnât pas de caractère diplomatique au Représentant pontifical, mais simplement le même caractère et la même forme que pour le poste de Délégué apostolique de Constantinople.

Il fut fait observer que le Pontife Romain, en vertu de l'universalité de sa Primauté, a le droit d'envoyer ses représentants partout où il y a des personnes et des intérêts catholiques à protéger, et que l'envoi à Pékin d'un simple Délégué apostolique n'eût point répondu à la demande de la Chine, sans compter qu'on n'aurait pourvu par là ni à représenter pleinement le droit primatial de la Papauté, ni à placer le représentant du Saint-Siège dans la condition d'autorité et d'honneur de laquelle dépendait l'efficacité de son influence auprès du gouvernement chinois. On en concluait partant que l'action combinée du Saint-Siège et de la France profiterait davantage à la protection des intérêts catholiques en Chine, et que la France ne pourrait que bénéficier de l'appui de la force morale du Saint-Siège. Il eût été, d'ailleurs, absurde que l'action de la France en Chine dût s'entendre dans un sens exclusif ou de limitation vis-à-vis du Saint-Siège, lequel a le droit originnaire et inné de représenter et de protéger les intérêts religieux.

Or, bien que le gouvernement français eût reconnu le droit du Pontife Romain d'envoyer en Chine son Représentant, néanmoins il se montrait préoccupé des périls pouvant résulter de l'exercice de ce droit, en vue du dualisme qui viendrait à s'établir de la sorte. — Pour dissiper à ce sujet les préoccupations de M. le ministre de la République française, on fit observer que le Représentant pontifical en Chine aurait en vue, avant tout, la propagation du Catholicisme, la meilleure organisation religieuse de ces chrétiens, l'augmentation des vicaires apostoliques, le bon ordre intérieur et le développement de la vie catholique dans toute la mesure du possible. Il restait d'autre part à la France le libre exercice de la protection pratiquée par le passé, protection qu'en l'état actuel des choses on désirait voir continuée et favorisée. On en venait ainsi à conclure que le but et le rôle des deux Représentations étant réglé de la sorte, leur action, quoique distincte, serait néanmoins dirigée vers le même but.

Néanmoins ces déclarations formelles, de nature à dissiper toute préoccupation ou tout malentendu, le gouvernement français insista de nouveau pour qu'il ne fût pas donné de caractère diplomatique au Représentant pontifical et pour que la mission à lui confiée fût extraordinaire.

Après cet exposé synoptique des faits, il sera opportun de mettre en relief les principaux points de la conduite du Saint-Siège dans cette question.

I. Le Saint-Siège s'est abstenu de prendre quelque décision que ce fût avant d'en avoir informé le gouvernement français.

II. Le Saint-Siège a déclaré à la France qu'il ne s'immiscerait